

SORTIR DE LA BULLE POUR TRANSFORMER LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Comment l'agenda stratégique de financement du Sommet sur la transformation de l'éducation pourrait déboucher sur des avancées décisives dans 89 pays

Septembre 2023



VUE D'ENSEMBLE

Le [Sommet sur la transformation de l'éducation \(TES\)](#), qui s'est tenu en septembre 2022, a été la réunion la plus importante jamais organisée dans le domaine de l'éducation, réunissant des chefs d'État à une échelle sans précédent pour faire face à la crise de l'éducation. L'une des cinq pistes principales du sommet était axée sur le financement, avec un [document de discussion du TES sur le financement élaboré avec 193 États membres de l'ONU](#) et un [appel à l'action sur le financement de l'éducation](#) approuvé par le secrétaire général de l'ONU, qui a été lancé le 19 septembre 2022. Cela a marqué un tournant important dans la manière dont les discussions sur le financement de l'éducation sont encadrées, exigeant de la communauté éducative aux niveaux national et international qu'elle s'engage sur les questions plus larges qui affectent profondément le financement de l'éducation, y compris la taxe, la dette et l'austérité. **Cette note d'information est basé sur une nouvelle analyse approfondie de différents ensembles de données (voir les 3 tableaux en annexe) pour montrer comment les percées en matière de taxe, de dette et d'austérité sont fondamentales pour faire progresser l'éducation dans 89 pays partenaires et éligibles du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).²**

En ce qui concerne la taxe, l'agenda financier du TES comprend des appels à l'action au niveau national pour «accroître l'espace fiscal pour l'éducation» et «atteindre un ratio fiscal adéquat par rapport au PIB». Le TES demande également un soutien international pour «donner la priorité aux actions mondiales en matière de taxe, en soutenant les réformes internationales qui peuvent aider les pays à augmenter leurs recettes fiscales de manière rapide et progressive, en modifiant le dialogue des institutions financières internationales au niveau national pour qu'il soit plus audacieux et plus progressif en matière de réformes fiscales, et en veillant à ce que les règles mondiales ne poussent pas les pays à adopter des stratégies de «nivellement par le bas» en termes d'impôts et d'incitations fiscales nuisibles». Il s'agit notamment d'agir au niveau mondial sur les lacunes fiscales, de conclure des accords sur un registre mondial des actifs, de réduire les flux financiers illicites, de lutter contre la taxe commerciale déloyale, d'agir sur les paradis fiscaux et de promouvoir un processus visant à établir des règles fiscales mondiales équitables».

Cette note d'information examine certaines données clés sur la taxe dans tous les pays partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Il en ressort que :

- **Les pays partenaires du GPE perdent chaque année plus de 47 milliards de dollars en recettes fiscales potentielles**, en grande partie à cause de l'évasion fiscale agressive pratiquée par les entreprises et les particuliers les plus riches.
- **Plus de 70 % des pays partenaires du GPE ont un ratio impôt/PIB faible (moins de 20 %) et 50 % un ratio impôt/PIB extrêmement faible**, ce qui signifie qu'ils ont actuellement du mal à collecter suffisamment de recettes pour assurer l'éducation universelle.
- **Si les pays partenaires du GPE augmentaient leur ratio impôts/PIB de cinq points de pourcentage** (ce qui est jugé réaliste dans [un document clé du FMI](#)), ils pourraient collecter 455 milliards de dollars US supplémentaires.
- **Si 20 % de cette somme étaient affectés à l'éducation, plus de 93 milliards de dollars seraient consacrés chaque année** à l'éducation dans les pays partenaires du GPE, ce qui suffirait à transformer le financement de l'enseignement public.
- **Dans les 58 pays pour lesquels des données sont disponibles, cela suffirait à couvrir les coûts de l'enseignement primaire pour plus de 88 millions d'enfants.**

1. Ce rapport a été produit par ActionAid dans le cadre du projet "Strengthening the Tax and Education Alliance" financé par l'Open Society Foundation.

2. Cinq pays sont éligibles au soutien du GPE mais ne sont pas encore partenaires : l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, l'Inde et le Maroc. Nous incluons des données sur ces pays en même temps que des données sur les pays partenaires à part entière du GPE. Ailleurs, nous utilisons l'abréviation "pays partenaire du GPE" pour désigner à la fois les pays partenaires et les pays éligibles.

En ce qui concerne la dette, le document financier du TES appelle également à une action urgente : «Il est clair qu'il est urgent d'accélérer les actions de renégociation de la dette et même d'annulation de la dette pour les pays en crise d'endettement. Tout pays qui dépense plus pour le service de la dette que pour l'éducation doit être considéré comme prioritaire». Le problème, cependant, est que l'éducation est à peine prise en compte dans les discussions nationales ou mondiales sur la dette.

Les données présentées dans cette note d'information constituent un signal d'alarme pour les pays partenaires du GPE en ce qui concerne la dette :

- **Sur les 71 pays partenaires du GPE pour lesquels des données sont disponibles, 90 % présentent un risque significatif de surendettement** (soit ils sont en situation de surendettement, soit ils présentent un risque élevé ou modéré de surendettement).
- **42 pays consacrent plus de 12 % de leur budget national au service de la dette - le point de basculement à partir duquel le service de la dette tend à déclencher des réductions des dépenses publiques**.
- **25 pays consacrent plus d'argent au service de leur dette extérieure qu'à l'éducation** (soit 42 % des pays du GPE pour lesquels des données complètes sont disponibles).

En ce qui concerne l'austérité, le document de discussion du TES sur la finance s'est concentré en particulier sur l'impact de l'utilisation par le FMI des contraintes sur la masse salariale du secteur public, qui constituent une politique d'austérité phare. L'appel à l'action du TES sur les finances exhorte «le Fonds monétaire international (FMI) et les autres institutions financières internationales à supprimer les obstacles existants tels que les contraintes salariales du secteur public qui empêchent l'augmentation des dépenses dans l'éducation ; et à défendre des politiques qui permettront un nouveau recrutement significatif d'enseignants professionnels là où il y a des pénuries.

Cette note d'information souligne les graves inquiétudes suscitées par les données les plus récentes

- **75 % des pays du GPE prévoient de réduire les dépenses publiques globales en pourcentage du PIB** au cours des trois prochaines années.
- Des études suggèrent que **les masses salariales du secteur public sont spécifiquement réduites ou gelées dans environ 80 % des pays** - les enseignants risquant d'être parmi les plus touchés.
- **65 % des pays partenaires du GPE dépensent moins que la moyenne mondiale en pourcentage du PIB pour la masse salariale du secteur public.**
- Dans les 36 pays où des études approfondies ont été menées pour examiner la politique du FMI en matière de masse salariale du secteur public, **67 % des pays (24 pays) ont été invités à réduire la masse salariale et 28 % (10 pays) ont été invités à geler la masse salariale du secteur public** en pourcentage du PIB.

Le cadre de risque du GPE indique que l'incapacité à mobiliser un financement national suffisant est l'un des risques les plus graves auxquels le GPE est confronté. Or, à ce jour, le GPE ne s'est pas engagé au niveau nécessaire, en effectuant un travail relativement limité sur les conversions de dettes et peu ou pas de travail sur l'austérité, la masse salariale du secteur public ou la taxe. Cela doit changer. Le GPE a une stratégie ambitieuse visant à tirer parti de la puissance de son partenariat pour transformer le système, et la transformation ne sera possible qu'en sortant des sentiers battus et en s'engageant dans de nouvelles directions audacieuses. Il est essentiel de regarder au-delà de l'allocation budgétaire existante et de faire des propositions audacieuses sur l'imposition progressive, la justice en matière de dette et la fin de l'austérité pour élargir la taille du gâteau et augmenter les allocations pour l'éducation sans entrer en concurrence avec d'autres secteurs pour de maigres ressources dans un monde assailli par des demandes multiples et des chocs fréquents.

Bien que ce rapport soit axé sur le GPE, de nombreuses questions qui y sont soulevées sont tout aussi pertinentes pour les gouvernements nationaux et les autres acteurs mondiaux de l'éducation, notamment le Groupe de pilotage de haut niveau de l'ODD 4, l'UNESCO, la Banque mondiale et l'Initiative pour le financement multilatéral de l'éducation.

1. ACTION SUR LA TAXE

1.1 Principales conclusions sur la taxe

Le tableau 1 de l'annexe 1 analyse les données relatives à la taxe dans 89 pays partenaires du GPE. Le site Internet du GPE répertorie un total de 93 pays partenaires, mais les données disponibles sont insuffisantes pour 4 d'entre eux : Égypte, El Salvador, Sud-Soudan et Cisjordanie et Gaza. Le tableau présente les éléments suivants:

- Le total des pertes fiscales pour chaque pays
- Ratios impôts/PIB
- PIB total en millions d'USD
- Recettes fiscales en millions d'USD
- Recettes supplémentaires que l'on obtiendrait en augmentant le ratio impôts/PIB de cinq points de pourcentage
- Montant en millions d'USD si 20 % de cette somme était allouée à l'éducation
- Le nombre d'élèves de l'enseignement primaire que cette somme pourrait couvrir

Les résultats sont choquants:

Les pays partenaires du GPE perdent chaque année plus de 47 milliards de dollars en recettes fiscales potentielles, en grande partie à cause de l'évasion fiscale agressive pratiquée par les entreprises et les particuliers les plus riches. Il s'agit presque certainement d'une sous-estimation plutôt que d'une surestimation, car de nombreuses données ne sont pas déclarées.

Plus de 70 % des pays partenaires du GPE (63 sur 89) ont un ratio impôts/PIB faible (moins de 20 %) et 50 % (44 sur 89) **un ratio impôts/PIB extrêmement faible** (moins de 15 %) - ce qui signifie qu'ils ont actuellement du mal à collecter suffisamment de recettes pour fournir des services publics universels:

- 17 pays en dessous de 10
- 27 pays entre 10 et 15
- 19 pays entre 15% et 20%
- 22 pays entre 20% et 30%
- Seulement 4 pays au-dessus de 30%.

(Note :le ratio moyen des impôts sur le PIB dans les pays de l'OCDE est de 33,5 %. Aucun pays partenaire du GPE n'atteint cette moyenne)

Si les pays partenaires du GPE augmentaient leur ratio impôt/PIB de cinq points de pourcentage (ce qui est jugé réaliste dans [un document clé du FMI](#)), **ils pourraient collecter 455 milliards de dollars supplémentaires chaque année.**

Si 20 % de ces 455 milliards de dollars étaient alloués à l'éducation (conformément à la référence largement acceptée), cela permettrait de collecter plus de 93 milliards de dollars pour l'éducation chaque année - suffisamment pour transformer le financement de l'éducation publique - tout en générant des revenus substantiels pour la santé, d'autres services publics et la réponse à la crise climatique. Il s'agit d'un moyen d'atteindre les objectifs en matière d'éducation parallèlement aux autres ODD, en évitant les tensions intersectorielles qui surviennent lorsque les défenseurs de l'éducation se concentrent uniquement sur l'augmentation de la part du budget allouée à l'éducation.

Dans les 58 pays où les données sont disponibles, cela suffit à couvrir les coûts de l'éducation de plus de 88 millions d'élèves du primaire chaque année. Si les données étaient disponibles pour l'ensemble des 89 pays, ce chiffre dépasserait largement les 100 millions.

1.2 Que peut et doit faire le GPE en matière de fiscalité ?

Il est clair qu'une action sur la justice fiscale aux niveaux national et international pourrait contribuer à transformer le financement de l'éducation dans les pays partenaires du GPE. Que devraient donc faire le conseil d'administration, le secrétariat et les partenaires du GPE aux niveaux national et international ?

AU NIVEAU NATIONAL

- Le FMI estime que la plupart des pays pourraient augmenter leur ratio impôts/PIB de **cinq points de pourcentage** à moyen terme. Dans les pays partenaires du GPE, cela permettrait de mobiliser 91 milliards de dollars pour l'éducation (sur un total de 455 milliards de dollars qui permettraient également des transformations dans le domaine de la santé, des autres services publics et de l'adaptation au climat). Cela permettrait à de nombreux pays d'augmenter considérablement leurs dépenses en matière d'éducation. Le GPE devrait faire de l'action sur la taxe une priorité centrale de son processus au niveau national, en soutenant les groupes locaux d'éducation pour qu'ils s'engagent avec les ministères des finances sur le potentiel de transformation d'une réforme fiscale ambitieuse.
- Compte tenu de l'engagement du GPE en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion, ainsi que de la lutte contre la crise climatique, il est important que le GPE se fasse le champion d'une augmentation des recettes par le biais de politiques fiscales qui soient :
 - **progressives** - pour s'assurer que les contributions les plus importantes sont apportées par les individus et les entreprises les plus riches ; les systèmes fiscaux des pays à faible revenu ont tendance à être régressifs - en faisant peser plus de charges sur les personnes les moins capables de payer - il est donc particulièrement important de mettre l'accent sur la progressivité de l'impôt
 - **sensible au genre** - pour s'assurer que les femmes et les filles ne sont pas désavantagées - ce qu'elles sont par des impôts comme la taxe sur la valeur ajoutée ; ceci est particulièrement important pour le GPE car il devrait faire correspondre son engagement en faveur de politiques éducatives sensibles au genre avec un engagement en faveur de sources de financement de l'éducation sensibles au genre ; et
 - **sensible au climat** - concevoir des taxes qui incitent à la durabilité et découragent les comportements qui accélèrent la crise climatique.
- Les partenaires du GPE / les groupes locaux d'éducation au niveau national doivent aider les ministères de l'éducation à discuter de l'impact transformateur des réformes fiscales progressives avec d'autres ministères sectoriels (en particulier la santé, l'eau, l'énergie, etc.) afin que la demande de réforme fiscale provienne de plusieurs secteurs. Ils devraient aider à définir un nouveau dialogue stratégique intersectoriel avec les ministères des finances..
- Les partenaires influents du GPE tels que la Banque mondiale (qui héberge le secrétariat du GPE et qui est souvent l'agent de subvention au niveau national) devraient assumer une responsabilité spécifique car ils s'engagent régulièrement avec les ministères des finances et les autorités fiscales. L'équipe dirigeante de la Banque mondiale dans chaque pays devrait aider à encadrer un dialogue stratégique sur le rôle des réformes fiscales progressives pour transformer l'éducation et d'autres ODD. Les dirigeants nationaux de la Banque mondiale devraient également engager un dialogue spécifique avec leurs collègues du FMI pour encourager le FMI à donner la priorité à des réformes fiscales ambitieuses et progressives dans leurs discussions avec les gouvernements au titre de l'article IV..

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Comme l'indique clairement le document financier du TES, de nombreux pays auront du mal à augmenter les ratios impôt/PIB au rythme nécessaire en raison de règles fiscales mondiales injustes qui facilitent le transfert de sommes considérables vers les paradis fiscaux. La manière dont les règles fiscales mondiales sont établies et appliquées doit être transformée, en déplaçant le lieu du club des nations riches de l'OCDE (qui ont établi les règles au cours des 60 dernières années) vers un processus plus représentatif et inclusif sous l'égide des Nations unies, auquel la porte a été ouverte par une résolution des Nations unies

adoptée en décembre 2022 (comme l'ont demandé les ministres des finances de l'Union africaine et comme le préconise le document financier du TES). Le conseil d'administration et le secrétariat du GPE **devraient s'engager positivement et activement dans les négociations sur les réformes fiscales** mondiales, compte tenu de l'impact transformateur qu'elles pourraient avoir sur le financement de l'éducation. Le président du GPE en particulier devrait défendre cet agenda dans tous les forums mondiaux et dans les discussions avec tous les donateurs du GPE. Un appel spécifique devrait être lancé en faveur d'une [Convention des Nations Unies sur la taxe](#) renforçant l'agenda défini dans le [rapport du Secrétaire général des Nations Unies d'août 2023](#).

- **Le GPE devrait également soutenir le travail innovant effectué pour introduire de nouvelles taxes mondiales, en veillant à ce qu'une part équitable (20 %) des recettes générées soit affectée à l'éducation.** En particulier, cela pourrait impliquer une collaboration étroite avec ceux qui plaident en faveur de taxes mondiales à la lumière de la crise climatique, où il existe une forte dynamique politique pour réaliser une percée. Le GPE devrait notamment plaider la cause de l'éducation en défendant les points suivants:
 - **Des taxes exceptionnelles** sur les bénéfices excédentaires des plus grandes entreprises mondiales. Cela permettrait de collecter près de 1 000 milliards de dollars par an en 2020 et 2021 auprès de seulement 722 méga-corporations (dont 45 entreprises du secteur de l'énergie qui ont réalisé en moyenne 237 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels par an en 2021 et 2022).
 - **Des impôts sur la fortune** de 3 à 5 % pour les élites les plus riches du monde, qui pourraient rapporter 1 700 milliards de dollars par an et qui contribueraient également à limiter certains des comportements les plus polluants pour le climat.
 - **Taxes sur les transactions financières** fixées à 0,1 % - qui pourraient rapporter 777 milliards de dollars sur dix ans rien qu'aux États-Unis - et qui pourraient également limiter certains des pires comportements financiers spéculatifs (où de très grands spéculateurs travaillent avec des marges très étroites).
 - **Taxes liées au climat** – compte tenu de l'importance cruciale de l'éducation dans le cadre d'une transition juste. Le GPE pourrait notamment veiller à ce que l'éducation soit entendue dans les appels en faveur de ce qui suit:
 - a. Taxes sur le carbone** – telles qu'une taxe sur les dommages climatiques (prélevée sur les entreprises de combustibles fossiles qui extraient du pétrole, du gaz et du charbon - qui pourrait rapporter entre 75 et 150 milliards de dollars), des ajustements climatiques aux frontières (qui pourraient rapporter des milliards, mais les pays à faible revenu devraient être exemptés pour que ce soit juste) et des taxes sur le carbone de luxe (ciblant les jets privés et les yachts qui émettent beaucoup).
 - b. Taxes sur les émissions de l'aviation** - une taxe de 10 euros (10,77 dollars) sur certains des 4,5 milliards de voyages aériens effectués chaque année (ciblant les 5 % de la population mondiale qui prennent plus d'un vol par an) pourrait rapporter 40 milliards d'euros (plus de 43 milliards de dollars). Certains analystes estiment qu'une taxe sur les grands voyageurs serait plus équitable. En plus de générer des recettes, l'une ou l'autre de ces mesures contribuerait à réduire les émissions dues à l'aviation (qui représentent 2,5 % des émissions mondiales de carbone).
 - c. Taxes sur les émissions du transport maritime** – une taxe de 150 dollars par tonne de carbone sur le carburant utilisé pour le transport maritime pourrait rapporter plus de 100 milliards de dollars et inciter à un transport maritime plus propre, réduisant ainsi les 2 % d'émissions mondiales imputables au transport maritime.
- **Le GPE devrait offrir un soutien au développement des capacités des ministères de l'éducation et des partenaires** du développement sur les liens cruciaux entre la taxe et l'éducation, en s'appuyant sur l'expertise développée par [l'Alliance TaxEd](#) et la boîte à outils pour [la transformation du financement de l'éducation](#).
- **Le GPE devrait inclure les ratios impôts/PIB parmi les indicateurs de base qu'il suit systématiquement.**
- **Le GPE devrait exhorter les gouvernements à s'engager dans un dialogue et une coopération régionaux sur la taxe et à les soutenir.** Par exemple, en Amérique latine, il pourrait s'agir de s'engager dans la Plateforme sur la taxe, comme convenu lors du récent [sommet de Carthagène](#), ou en Afrique de soutenir le travail du [Forum africain des administrateurs fiscaux](#) et son travail avec l'Union africaine.

2. ACTION SUR LA DETTE

2.1 Principales conclusions sur la dette

Le tableau 2 de l'annexe 2 examine trois ensembles de données clés pour 89 pays partenaires du GPE:

- Le risque de surendettement tel que défini par le FMI
- Les paiements de la dette extérieure en pourcentage des recettes publiques
- Les dépenses d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales.

Les données sont révélatrices:

Sur les 71 pays partenaires du GPE pour lesquels des données sont disponibles, 90 % présentent un risque significatif de surendettement (colonne 2 - soit ils sont en situation de surendettement, soit ils présentent un risque élevé ou modéré de surendettement).

- 12 pays sont **en situation de surendettement**
- 25 pays présentent **un risque élevé de surendettement**
- 27 pays présentent **un risque modéré de surendettement**
- 7 pays présentent **un risque faible de surendettement**

42 pays consacrent plus de 12 % de leur budget national au service de la dette (colonne 3) – le point de basculement à partir duquel le service de la dette tend à déclencher des réductions des dépenses publiques. Les données sont disponibles pour 87 pays, ce qui représente 48 % des pays qui consacrent plus de 12 % de leur budget au service de la dette. **27 de ces pays consacrent plus de 18 % de leur budget national au service de la dette, ce qui correspond au niveau à partir duquel les réductions des dépenses publiques deviennent aiguës.** Dans son analyse de 60 pays en 2020, Debt Justice a constaté que les pays consacrant plus de 18 % de leurs recettes publiques au service de la dette ont réduit leurs dépenses publiques de 13 %, tandis que les pays où le service de la dette est moins élevé ont augmenté leurs dépenses publiques de 14 % en moyenne.

25 pays dépensent déjà plus pour le service de la dette que pour l'éducation (colonne 4) – et ce chiffre est probablement plus élevé car les données complètes ne sont pas disponibles pour 23 pays. Cela signifie que, lorsque les données sont disponibles, 42% des pays consacrent plus de revenus au service de la dette qu'à l'éducation (25 sur 66).

2.2 Ce que le gpe pourrait et devrait faire en matière de dette

Le GPE pourrait soutenir des actions sur la dette aux niveaux national et international

AU NIVEAU NATIONAL

- **Soutenir les mesures d'allègement, de restructuration et, dans certains cas, d'annulation de la dette** pour tous les pays qui consacrent plus d'argent au service de la dette qu'à l'éducation.
- Encourager les ministères des finances à discuter avec les ministères des finances d'autres pays de leur région qui sont confrontés à des problèmes similaires, le service de la dette compromettant le financement de l'éducation, afin de **renforcer une réponse régionale coordonnée à la crise de la dette.**
- **Soutenir les conversions de dettes pour l'éducation** en tant qu'allègement temporaire pendant que des changements structurels à plus long terme sont effectués.

- Soutenir **des politiques améliorées de gestion de la dette publique** qui garantissent que tout prêt futur ne peut être contracté qu'avec une transparence et une responsabilité totales et l'approbation du parlement, limitant ainsi le risque de futures crises de la dette.

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Souligner dans **les communications médiatiques** que les progrès en matière d'éducation sont compromis par la crise de la dette, **en rassemblant des études de cas** de différents pays partenaires du GPE qui montrent l'impact dévastateur du service de la dette sur la réalisation des objectifs en matière d'éducation.
- Soutenir **les appels internationaux en faveur d'une nouvelle législation** visant à garantir la participation des créanciers privés aux initiatives d'allègement de la dette (comme c'est actuellement le cas aux États-Unis et au Royaume-Uni).
- **Soulever la question de l'impact de la dette sur l'éducation dans les forums internationaux**, notamment lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale et des réunions des G7 et G20.
- Soutenir les propositions visant à réviser l'architecture financière internationale et l'architecture de la dette afin de garantir qu'un financement suffisant puisse être mobilisé pour soutenir les objectifs de développement durable à long terme, y compris en supprimant les conditionnalités qui exigent une réduction des dépenses d'éducation comme condition préalable à l'obtention d'un nouveau financement.

3. ACTION CONTRE L'AUSTÉRITÉ

3.1 Principales conclusions sur l'austérité et les masses salariales

Le tableau 3 de l'annexe 3 analyse les tendances en matière d'austérité et leur impact sur l'éducation en présentant trois ensembles de données pour 89 pays partenaires du GPE:

- L'évolution prévue des dépenses publiques totales en % du PIB entre 2023 et 2025
- Le pourcentage du PIB consacré à la masse salariale du secteur public
- L'avis le plus récent du FMI sur les masses salariales du secteur public - sur la base d'études détaillées provenant de trois sources différentes.

Une fois de plus, les résultats sont frappants :

75 % des pays prévoient de réduire les dépenses publiques totales en pourcentage du PIB entre 2023 et 2025:

- 21 pays prévoient d'augmenter leurs dépenses.
- 1 pays prévoit de rester au même niveau
- 33 pays prévoient de réduire les dépenses publiques de 0 à 1 %
- 16 pays prévoient de réduire les dépenses publiques de 1 à 2 %.
- 16 pays prévoient de réduire les dépenses publiques de plus de 2 %.
- 2 pays n'ont pas de données
= 89 pays

65% des pays partenaires du GPE dépensent moins que la moyenne mondiale en pourcentage du PIB pour la masse salariale du secteur public.

- 29 pays dépassent la moyenne mondiale de 9 %.
- 35 pays entre 5 % et 9 %
- 18 pays en dessous de 5 %
- 7 pays sans données

Dans les 36 pays où des études approfondies ont été menées pour examiner la politique du FMI en matière de masse salariale du secteur public :

- 67 % des (24 pays) ont été invités à réduire la masse salariale du secteur public en pourcentage du PIB ;
- 28 % (10 pays) ont été invités à geler la masse salariale du secteur public en pourcentage du PIB.
- Seuls 5 % (deux pays) se sont vu conseiller d'augmenter les dépenses liées à la masse salariale.

Sur l'ensemble de ces 36 pays, seuls six d'entre eux dépensaient plus que la moyenne mondiale en pourcentage du PIB pour la masse salariale - et encore, de façon marginale.

L'éducation est l'un des secteurs où les dépenses sont les plus élevées (souvent 15 à 20 %, comme le montre le tableau 2). Lorsque les dépenses publiques font l'objet d'une compression générale, il est pratiquement impossible que les budgets de l'éducation ne soient pas affectés, même si des promesses sont faites pour les protéger.

Dans presque tous les pays, les enseignants constituent le groupe le plus important de la masse salariale du secteur public. Par conséquent, lorsque la masse salariale du secteur public est spécifiquement réduite ou gelée, cela implique presque toujours une réduction du nombre d'enseignants (même en cas de pénurie

d'enseignants) ou une réduction de la rémunération des enseignants (même lorsque les enseignants sont sous-payés). Ces questions sont abordées plus en détail dans le document [L'éducation contre l'austérité](#).

3.2 Ce que le gpe pourrait et devrait faire en matière d'austérité

AU NIVEAU NATIONAL

- Étudier ces données au niveau national **et s'engager dans les débats sur les politiques de masse salariale du secteur public**, car celles-ci affectent profondément, et souvent de manière disproportionnée, la main-d'œuvre enseignante et les autres personnels de l'éducation.
- **Soutenir les groupes locaux d'éducation pour collecter des données sur les pénuries nationales d'enseignants** et les problèmes de rétention à différents niveaux (collationnées par rapport aux références internationales / normes / ratios élèves/enseignants formés, etc.) et soutenir la planification à long terme / les projections sur les niveaux d'enseignants et de personnel éducatif nécessaires pour atteindre l'ODD 4.
- **Veiller à ce que les données relatives à l'impact de l'austérité sur l'éducation soient mises à la disposition des ministères des finances, de la planification**, etc. et que les données relatives à la pénurie d'enseignants et à la rémunération des enseignants soient mises sur la table lorsque le FMI discute des politiques de masse salariale du secteur public avec le FMI. Les [recherches](#) ont montré que le FMI et les ministères des finances ne disposent généralement pas de ces données ou ne les ont pas à l'esprit lorsqu'ils discutent des contraintes liées à la masse salariale du secteur public et qu'ils les acceptent.
- **Aider les groupes locaux d'éducation à présenter des alternatives à l'austérité** et aux coupes dans le secteur public qui pourraient contribuer à transformer le financement de l'éducation. Ces alternatives comprennent:
 - Élargir les réformes fiscales progressives (comme indiqué ci-dessus),
 - la réduction ou l'élimination de la dette (voir également ci-dessus)
 - l'élimination des flux financiers illicites (voir [financialtransparency.org](#) et la [CNUCED](#))
 - Utiliser les réserves du gouvernement pour des investissements stratégiques à long terme
- **Soutenir les programmes de développement des capacités pour tous les acteurs clés** afin de comprendre les liens entre les dépenses du secteur public / les politiques de masse salariale et l'impact sur l'éducation et le personnel éducatif.

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- **Se joindre à l'appel pour que le FMI soit systématiquement à la table des acteurs mondiaux de l'éducation** et pour qu'un dialogue soutenu soit développé avec le FMI autour de l'agenda financier de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. Des progrès sur les politiques d'austérité et les masses salariales ne peuvent être réalisés sans une discussion sérieuse et basée sur des preuves avec le FMI - et le FMI peut également jouer un rôle clé dans l'avancement des progrès en matière d'impôts et de dette.
- **Demander au FMI de rassembler systématiquement des preuves de l'impact des contraintes de la masse salariale du secteur public** sur le nombre d'enseignants (à différents niveaux) / la rétention des enseignants / les budgets de l'éducation et de les publier chaque année. Offrir un soutien à l'analyse de ces données
- **Demander au FMI de modifier sa pratique standard / ses directives** afin que, dans toutes les discussions de l'article IV au niveau national, des preuves de l'état actuel de la profession d'enseignant / de la pénurie d'enseignants soient présentées et prises en compte avant de faire des recommandations de réduction ou de gel de la masse salariale susceptibles d'avoir un impact sur la profession.
- **Soutenir une session sur l'éducation / l'agenda financier du TES lors de chaque réunion annuelle et de printemps** du FMI / de la Banque mondiale - qui implique à la fois les ministères des finances et les ministères de l'éducation et qui aborde les questions financières stratégiques traitées dans ce document.
- **Soutenir le nouveau groupe de haut niveau sur les enseignants afin de documenter l'impact des contraintes de la masse salariale du secteur public** sur la main-d'œuvre enseignante et de formuler de solides recommandations d'action.

4. CONCLUSION

En 2016, le [rapport de la Commission de l'éducation](#) a observé qu'à l'échelle mondiale, 97 % du financement disponible pour les systèmes d'éducation publique provient de ressources nationales.³ Toutes les aides bilatérales et multilatérales à l'éducation, ainsi que tous les prêts à l'éducation, représentent moins de 3 % des ressources totales. Pourtant, les réunions internationales sur l'éducation passent régulièrement plus de 90 % de leur temps à parler de ces 3 % et ignorent largement ce qui peut être fait pour accroître le financement national. Cette situation a été remise en question lors du [Sommet sur la transformation de l'éducation \(TES\)](#) et en particulier par le [document de discussion du TES sur le financement](#) et [l'appel à l'action sur le financement de l'éducation](#).

Bien que le GPE ait fait du bon travail, avec d'autres, pour plaider en faveur d'une plus grande part des budgets nationaux consacrée à l'éducation (en mettant l'accent sur le seuil de 20 %), cela crée certaines tensions avec la santé et d'autres secteurs, et il y a des limites à la part des recettes nationales qui peut être allouée à l'éducation lorsqu'il y a des demandes concurrentes. Mettre l'accent sur la taille du budget global du gouvernement - qui est déterminé de manière significative par les recettes fiscales (et influencé de manière significative par la dette et les politiques macroéconomiques) - pourrait être transformateur et pourrait aider à construire une cause commune avec d'autres secteurs (puisque une marée montante de recettes fiscales peut soulever tous les secteurs ensemble).

Le GPE, avec sa portée étendue dans de nombreux pays et son profil mondial, qui relie les ministères de l'éducation, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, les fondations et la société civile, est bien placé pour faire une différence significative dans l'établissement d'un lien entre la taxe et l'éducation. Il est tout aussi important que le GPE s'engage dans des discussions stratégiques sur la dette lorsque le service de la dette a un impact sur les dépenses d'éducation, ce qui est le cas dans un nombre croissant de pays. Enfin, le GPE devrait accorder une attention particulière à l'impact des politiques d'austérité sur l'éducation, notamment lorsque les politiques relatives à la masse salariale du secteur public bloquent le recrutement d'enseignants professionnels (même en cas de pénurie d'enseignants) ou bloquent la rémunération des enseignants (même lorsque les enseignants sont sous-payés). Il s'agit là des facteurs les plus déterminants pour le financement national de l'éducation et le plus grand partenariat mondial pour l'éducation doit prendre ces questions plus au sérieux.

Le cadre de risque du GPE reconnaît la persistance de risques élevés liés à l'étroitesse du financement national - en particulier dans l'environnement économique actuel - mais il existe peu de mesures d'atténuation pour réduire ce risque. L'essentiel des efforts est laissé à la direction du président Akufo- Addo du Ghana qui défend actuellement [la déclaration sur le financement de l'éducation](#) qui a été défendue pour la première fois lors de la dernière reconstitution des ressources du GPE par le président Kenyatta en 2021. L'«approche de la transformation du système» du GPE fait référence au «volume, à l'équité et à l'efficacité du financement national» (conformément au TES), mais cette référence n'est pas systématiquement suivie. Les groupes locaux d'éducation ont besoin de plus de soutien et de conseils sur ce qu'ils pourraient et devraient faire en matière d'impôts, de dette et d'austérité ([la boîte à outils Transformer le financement de l'éducation est une ressource précieuse à cet égard](#)). Mais à ce jour, ce soutien est largement indisponible car il n'y a pas d'investissement significatif du temps du secrétariat du GPE dans les questions financières stratégiques signalées par le TES et pas de discussions soutenues à ce sujet au sein du conseil d'administration du GPE..

Le GPE pourrait et devrait défendre cet agenda au niveau mondial à chaque occasion, en faisant plus pour conduire un dialogue sur l'ensemble de l'agenda financier du TES avec le Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4. Une voix forte en faveur de l'éducation est nécessaire de toute urgence pour accélérer les négociations en vue d'une [Convention des Nations Unies sur la taxe](#) qui pourrait transformer l'environnement du financement de l'éducation - et l'éducation (avec la santé et l'adaptation au climat) devrait être une priorité majeure pour

3. In this and other tables, the largest numbers inevitably relate to the largest country, India – which is eligible for GPE funding but not a GPE partner country. It is important to include because India continues to face huge education challenges.

l'allocation des revenus provenant de toute taxe mondiale. Si le GPE a accompli un travail modeste sur les conversions de dettes, il doit également s'engager de manière substantielle dans les débats mondiaux sur l'allègement et l'annulation de la dette, où des percées sont clairement nécessaires compte tenu de l'ampleur de la crise de la dette. Il est particulièrement urgent d'exiger un dialogue soutenu et de haut niveau avec le FMI sur l'impact des politiques d'austérité et les contraintes de la masse salariale du secteur public. Il existe également d'importantes possibilités de s'engager activement dans les efforts plus larges déployés, notamment dans les espaces climatiques, pour transformer l'architecture financière mondiale. Si l'éducation a une voix forte dans ces processus, la nouvelle architecture pourrait améliorer de manière significative le financement de l'éducation partout dans le monde.

Le financement national et les questions stratégiques qui l'affectent devraient être un domaine prioritaire pour le GPE afin de développer ses **capacités stratégiques**. Le GPE a commencé à développer des capacités sur l'éducation intelligente face au climat, l'égalité des sexes, la nutrition scolaire, la technologie pour l'éducation et la sécurité des écoles. Pourquoi ne pas s'intéresser au financement national qui est reconnu comme un tel risque et pour lequel un tel programme de transformation a été défini par le TES ? Une capacité renforcée du GPE sur l'importance du financement national pourrait être considérée comme une priorité plus importante que certains des autres domaines qui ont déjà attiré des investissements.

Le GPE a une stratégie ambitieuse visant à tirer parti de la puissance de son partenariat pour transformer le système, et la transformation ne sera possible qu'en sortant des sentiers battus et en s'engageant dans de nouvelles directions audacieuses. Il est essentiel de regarder au-delà de l'allocation budgétaire existante et de faire des propositions audacieuses sur l'imposition progressive et la justice en matière d'endettement pour augmenter la taille du gâteau afin d'accroître les allocations pour l'éducation - sans entrer en concurrence avec d'autres secteurs pour de maigres ressources dans un monde assailli par des demandes multiples et des chocs fréquents. Si nous voulons transformer le financement de l'éducation, il faut que les principales voix mondiales de l'éducation sortent de la bulle de l'éducation. Si le GPE ne prend pas les devants et ne défend pas véritablement cet agenda, il n'est pas évident de savoir qui le fera.

Annexe : Table 1. Tableau 1 : les données sur la taxe

1	2	3	4	5	6	7	8
Pays partenaires du GPE	Perte fiscale totale (de l'État de la justice fiscale Réseau de la justice fiscale 2023)	Ratio impôts/ PIB Notre monde en données 2020	PIB en millions de dollars US Données (worldbank.org) (2022)	Recettes fiscales en millions d'USD (colonnes 3et 4)	Recettes supplémentaires si le ratio impôts/ PIB augmente de cinq points de pourcentage - en millions de dollars US	Augmentation du budget de l'éducation si 20 % de ce budget est consacré à l'éducation - en millions de dollars	Nombre d'enfants que cela permettrait de scolariser à l'école primaire au coût actuel par élève * (d'après le rapport GEM 2023, Tableau 1, colonne I)
Afghanistan	2.0	7.1	14,583	1,035	729	146	626,050
Albanie	49.7	25.1	18,882	4,739	944	189	35,032
Algérie	62.5	14.1	191,912	27,059	9,595	1,919	n/a
Angola	309.8	17.7	106,713	18,886	5,335	1,067	n/a
Bangladesh	396.9	7.9	460,201	36,355	23,009	4,602	12,404,312 +
Belize	98.3	28.2	2,824	796	141	28	20,756
Bénin	16.3	9.5	17,401	1,653	870	174	840,579
Bhoutan	0.1	16.5	2,539	419	127	25	8,212 +
Bolivie	91.9	24.7	43,068	10,637	2,153	431	174,989
Burkina Faso	12.3	15.9	18,884	3,002	944	189	660,839
Burundi	1.9	13.6*	3,073	417	153	31	n/a
Cap Vert	11.2	21.2	2,314	490	116	23	13,880
Cambodge	257.8	20.0	29,956	5,991	1,498	300	n/a
Cameroun	65.8	13.6	44,341	6,030	2,216	443	n/a
Rép Centrafricaine	0.4	7.8	2,382	186	119	24	n/a
Tchad	5.3	7.13	12,704	905	635	127	1,154,545
Comores	13.8	8.1	1,242	101	62	12	n/a
Congo	577.8	7.8	14,615	1,139	730	146	n/a
Cote d'Ivoire	121.3	12.1	70,018	8,472	3,501	700	287,968
RDC	210.6	7.1	58,065	4,122	2,903	581	n/a
Djibouti	11.2	10.6	3,515	373	176	35	27,777
Dominique	5.1	25.6	612	156	30	6	1,578
Erythrée	1.3	19.5	2,065	403	103	21	n/a
Eswatini	16.3	25.3	4,854	1,228	243	49	n/a
Éthiopie	53.4	11.6*	126,783	14,706	6,339	1,268	9,323,529
Fidji	8.0	22.9	4,943	1,131	247	49	n/a
Gambie	18.2	10.4	2,273	236	113	23	125,000
Géorgie	20.8	23.1	24,605	4,684	1,031	206	n/a
Ghana	115.0	12.3	72,838	8,959	3,641	728	n/a
Grenade	3.2	21.7	1,256	272	63	13	9,285
Guatemala	114.9	10.9	95,003	10,355	4,750	950	792,326
Guinée	7.9	11.9	21,227	2,526	1,061	212	1,239,766
Guinea Bissau	1.6	8.1	1,633	132	81	16	n/a
Guyana	1.7	20.9	15,357	3,209	768	154	n/a
Haïti	3.4	6.1	20,253	1,235	1,012	202	n/a
Honduras	196.4	18.5	31,717	5,867	1,585	317	n/a
Indie ⁴	31703.6	17.0	3,385,089	575,465	169,254	33,850	36,476,293
Indonésie	2806.3	8.3	1,319,100	109,485	65,954	13,191	9,276,371
Kenya	189.8	13.6	113,420	15,425	5,670	1,134	2,772,616
Kiribati	0.2	16.0	223	36	11	2	n/a
Kyrgyz Rep	5.5	25.8	10,930	2,820	547	109	417,624 +
Laos	31.5	12.2	15,724	1,921	787	157	n/a

4. In this and other tables, the largest numbers inevitably relate to the largest country, India – which is eligible for GPE funding but not a GPE partner country. It is important to include because India continues to face huge education challenges.

Lesotho	2.0	33.2	2,553	848	128	26	40,372
Libéria	205.8	11.6	4,001	464	200	40	164,609
Madagascar	13.0	10.8	14,954	1,615	748	150	n/a
Malawi	33.1	15.8	13,164	2,079	658	72	580,645
Maldives	37.4	18.0	6,189	1,114	309	62	18,770
Mali	34.7	14.1	18,827	2,654	941	188	650,519
Îles Marshall	70.7	17.4	279	48	14	3	1,593
Mauritanie	8.2	10.8	10,375	1,120	518	104	301,449
Micronésie	0.5	32	427	136	21	4	n/a
Moldavie	21.9	27.8	14,420	4,008	721	144	47,306
Maroc	982.5	20.0	134,181	26,836	6,709	1,342	n/a
Mozambique	147.3	25.1	17,851	4,481	893	179	n/a
Myanmar	141.8	6.4	59,364	3,799	2,968	593	1,577,127
Népal	8.8	21.9	40,828	8,941	2,041	408	1,117,808
Nicaragua	135.0	25.9	15,671	4,058	783	157	n/a
Niger	1.1	9.34	13,969	1,304	698	140	1,186,440
Nigeria	554.0	7.2	477,386	34,372	23,869	4,774	n/a
Pakistan	126.9	11.4	376,532	42,924	18,826	3,765	9,507,575
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6.1	12.5	30,633	3,829	1,532	306	n/a
Philippines	3223.1	14.5	404,284	58,621	20,214	4,043	n/a
Rwanda	5.1	16.2	13,312	2,156	665	133	488,970
Sainte- Lucie	6.1	20.3	2,065	419	103	21	9,919
St Vincent & G	23.9	23.9	948	227	47	9	3,940
Samoa	142.3	25.7	832	214	42	8	14,362
Sao Tomé & P	0.1	12.2	546	921	377	75	n/a
Sénégal	82.3	16.7	27,684	4,623	1,384	277	644,186
Sierra Leone	7.1	10.9	3,970	413	189	38	118,012
Îles Solomon	1.7	16.7	1,595	266	80	16	n/a
Somalie	3.3	3.1	8,126	252	406	81	n/a
Sri Lanka	413.2	11.7	74,403	8,704	3,720	744	820,286
Soudan	3.7	3.05	3,620	110	180	36	n/a
Syrie	3.7	10.5	11,159	1,172	558	112	n/a
Tajikistan	0.8	18.4	10,492	1,930	524	105	127,582
Tanzanie	124.7	11.7	75,709	8,858	3,785	757	n/a
Timo-Oriental	5.4	3.9	3,163	123	164	33	n/a
Togo	10.6	13.1	8,126	1,064	406	81	327,935
Tonga	0.0	20.5	469	96	23	5	n/a
Tunisie	307.7	31.8	46,664	14,839	2,333	467	80,809 +
Tuvalu	0.0	18.1	60	11	3	1	n/a
Ouganda	34.3	15.1	45,559	6,879	2,278	456	n/a
Ukraine	459.0	32.5	160,502	52,163	8,025	1,605	490,375
Ouzbékistan	12.0	24.2	80,391	19,454	4,091	818	469,844
Vanuatu	4.8	17.7	983	174	49	10	29,325 +
Vietnam	1568.6	15.1	408,802	61,729	20,440	4,088	n/a
Yémen	3.4	7.0	21,606	1,512	1080	216	n/a
Zambie	829.5	16.7	29,784	4,974	1,489	2,978	6,282,700
Zimbabwe	51.3	11.6	20,678	2,398	1,033	207	n/a
TOTAL	47,479.5				455,511 m	93,726	88,851,503

Note – insufficient data is available on 4 of the 93 GPE partner countries listed on GPE's website: Egypt, El Salvador, South Sudan and West Bank & Gaza - so these have not been included

*The current cost per pupil is often lower than it should be, but this provides an indication of the scale of impact – in almost every case it would be more than enough to get all out of school children into school and cover many more

+ = secondary school pupils - used where primary school data not available and secondary data is available.

Annexe 2 : Table 2. Tableau 2 : les données sur la dette

	1	2	3	4
	Pays partenaires du GPE	Risque de surendettement (2023) DSAlist.pdf (imf.org) Sauf * = selon Debt Justice	Paiements de la dette extérieure en pourcentage des recettes publiques 2022 Debt data portal	Dépenses d'éducation en pourcentage des dépenses totales du gouvernement Rapport GEM Report 2023
1	Afghanistan	Elevé	1.5	8.2
2	Albania	Elevé *	12.3	11.4
3	Algérie	n/a	0.2	n/a
4	Angola	n/a	30.9	n/a
5	Bangladesh	Faible	8.3	10.2
6	Belize	Modéré *	19.8	22.2
7	Benin	Modéré	23.1	17.7
8	Bhutan	Modéré	38.9	19.7
9	Bolivia	n/a	11.7	22.2
10	Burkina Faso	Modéré	8.3	22.7
11	Burundi	Elevé	4.8	19.5
12	Cape Verde	Modéré	24.6	15.2
13	Cambodia	Faible	9.5	15.7
14	Cameroon	Elevé	24.2	16.9
15	Central Af Rep	Elevé	9.0	n/a
16	Chad	Elevé	18.5	15.7
17	Comoros	Elevé	8.6	n/a
18	Congo	Surendetté	21.0	15.6
19	Cote d'Ivoire	Modéré	24.8	16.6
20	DRC	Modéré	9.7	14.0
21	Djibouti	Elevé	34.1	14.0
22	Dominica	Elevé	29.4	n/a
23	Eritrea	Surendetté	4.0	n/a
24	Eswatini	n/a	4.3	n/a
25	Ethiopia	Elevé	27.3	n/a
26	Fiji	n/a	7.1	n/a
27	Gambia	Elevé	23.1	11.4
28	Georgia	n/a	9.0	12.1
29	Ghana	Surendetté	28.2	18.6
30	Grenada	Surendetté	15.5	14.0
31	Guatemala	n/a	12.9	23.0
32	Guinea	Modéré	13.7	14.3
33	Guinea Bissau	Elevé	19.4	n/a
34	Guyana	Modéré	4.3	16.0
35	Haiti	Elevé	9.2	14.6
36	Honduras	Faible	7.6	23.2
37	India	n/a	3.2	14.6
38	Indonesia	n/a	12.8	17.3
39	Kenya	Elevé	18.9	19.0
40	Kiribati	Elevé	n/a	12.2
41	Kyrgyz Rep	Modéré	8.9	20.1
42	Laos	Surendetté	52.9	10.8

43	Lesotho	Modéré	6.6	14.4
44	Libéria	Modéré	7.0	7.4
45	Madagascar	Modéré	9.1	19.8
46	Malawi	Surendetté	43.2	15.8
47	Maldives	Elevé	36.8	10.9
48	Mali	Modéré	11.4	16.2
49	Îles Marshall	Elevé	8.5	15.0
50	Mauritanie	Modéré	26.1	9.1
51	Micronésie	Elevé	5.6	n/a
52	Moldavie	Faible	6.5	18.4
53	Maroc	n/a	14.3	n/a
54	Mozambique	Surendetté	17.3	17.4
55	Myanmar	Faible	13.4	9.8
56	Népal	Faible	4.2	12.4
57	Nicaragua	Modéré	15.0	22.4
58	Niger	Modéré	11.9	16.3
59	Nigeria	n/a	5.8	n/a
60	Pakistan	n/a	40.0	11.6
61	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Elevé	8.0	9.2
62	Philippines	n/a	5.1	15.4
63	Rwanda	Modéré	6.6	15.5
64	Sainte- Lucie	Modéré	7.6	14.4
65	St Vincent & G	Elevé	15.1	19.0
66	Samoa	Elevé	12.2	n/a
67	Sao Tomé & P	Surendetté	5.1	20.1
68	Sénégal	Modéré	25.1	21.5
69	Sierra Leone	Elevé	22.7	21.6
70	Îles Solomon	Modéré	1.5	n/a
71	Somalie	Surendetté	9.3	3.0
72	Sri Lanka	n/a	80.5	11.3
73	Soudan	Surendetté	15.3	n/a
74	Syrie	n/a	n/a	n/a
75	Tajikistan	Elevé	10.3	n/a
76	Tanzanie	Modéré	14.1	20.5
77	Timo-Oriental	Modéré	2.4	7.5
78	Togo	Modéré	12.4	21.8
79	Tonga	Elevé	9.1	n/a
80	Tunisie	n/a	24.3	n/a
81	Tuvalu	Elevé	0.8	n/a
82	Ouganda	Modéré	9.6	16.5
83	Ukraine	n/a	16.8	14.6
84	Ouzbékistan	Faible	6.5	25.6
85	Vanuatu	Modéré	5.6	5.0
86	Vietnam	n/a	6.6	16.1
87	Yémen	Modéré	20.8	n/a
88	Zambie	Surendetté	51.1	17.1
89	Zimbabwe	Surendetté	3.0	19.0
	TOTAL			25 pays dépensent plus pour la dette que pour l'éducation

Annexe 3 : Table 3. Tableau 3 : les données sur l'austérité

	1	2	3	4
	Pays partenaires du GPE	Variation prévue des dépenses publiques totales en % du PIB de 2023 à 2025 (extrait de <i>Rapport mondial sur les coupes budgétaires et les réformes sociales néfastes en 2022-25 - septembre 2022</i>)	% du PIB consacré aux salaires du secteur public Indicateurs mondiaux de la bureaucratie (worldbank.org)	Avis le plus récent du FMI sur les masses salariales (si disponible - basé sur la recherche dans <i>Le Public Contre l'Austérité</i> and * = La pandémie et le secteur public ** de Human Rights Watch (à paraître) Bandage on a Bullet Wound : Les planchers de dépenses sociales du FMI et la pandémie de Covid-19
1	Afghanistan	0.4	13.5	Coupe**
2	Albania	-1.0	12.6	
3	Algérie	-2.2	4.7	
4	Angola	-2.0	5.7	
5	Bangladesh	-1.0	2.0	Coupe
6	Belize	-0.6	13.8	
7	Benin	-0.8	4.5	
8	Bhutan	-1.0	n/a	
9	Bolivia	-2.0	13.3	
10	Burkina Faso	-0.2	9.4	Coupe*
11	Burundi	-2.0	8.1	
12	Cape Verde	-4.2	12.7	Coupe**
13	Cambodia	0.9	8.0	
14	Cameroon	-0.9	4.6	Gel**
15	Central Af Rep	0.2	5.2	
16	Chad	-1.0	7.0	Coupe**
17	Comoros	-0.5	5.2	Augmentation*
18	Congo	-0.3	6.5	Coupe**
19	Cote d'Ivoire	0.1	5.0	
20	DRC	-0.6	5.0	Coupe**
21	Djibouti	-1.0	6.2	
22	Dominica	-0.3	12.1	
23	Eritrea	-0.6	15.8	
24	Eswatini	-1.8	13.0	
25	Ethiopia	1.2	6.6	
26	Fiji	0.5	n/a	
27	Gambia	-3.1	4.1	Gel**
28	Georgia	-0.8	3.8	Coupe**
29	Ghana	-0.9	7.4	Coupe
30	Grenada	-1.7	9.3	
31	Guatemala	-0.5	4.7	
32	Guinea	1.0	3.8	Gel*
33	Guinea Bissau	-0.8	6.6	Coupe**
34	Guyana	-3.1	5.9	
35	Haiti	2.2	3.1	
36	Honduras	0.5	11.5	
37	India ⁵	-0.6	5.5	
38	Indonesia	-0.6	5.5	
39	Kenya	-0.9	4.5	Coupe
40	Kiribati	-1.3	n/a	
41	Kyrgyz Rep	1.4	13.8	
42	Laos	-0.3	6.2	

5. Dans ce tableau et dans d'autres, les chiffres les plus élevés se rapportent inévitablement au plus grand pays, l'Inde, qui est éligible au financement du GPE mais qui n'est pas un pays partenaire du GPE. Il est important de l'inclure car l'Inde continue à faire face à d'énormes défis en matière d'éducation.

43	Lesotho	-1.6	19.4	
44	Libéria	-1.2	9.7	Coupe
45	Madagascar	-0.6	5.2	
46	Malawi	-1.6	8.1	Gel*
47	Maldives	-5.4	14.3	
48	Mali	-0.1	6.1	Gel*
49	Îles Marshall	-4.8	21.2	
50	Mauritanie	0.2	5.4	Increase**
51	Micronésie	-0.6	18.5	
52	Moldavie	-0.5	8.6	Gel**
53	Maroc	-1.3	12.4	
54	Mozambique	-5.8	12.8	Coupe**
55	Myanmar	0.1	3.3	
56	Népal	-0.5	3.0	Coupe
57	Nicaragua	2.0	7.5	
58	Niger	-0.2	3.8	
59	Nigeria	-0.3	1.6	Coupe
60	Pakistan	-1.3	n/a	
61	Papouasie- Nouvelle-Guinée	-0.6	6.5	Coupe**
62	Philippines	0.1	6.4	
63	Rwanda	0.2	5.0	Gel*
64	Sainte- Lucie	-0.3	9.6	
65	St Vincent & G	-6.7	15.2	
66	Samoa	1.8	12.0	
67	Sao Tomé & P	-0.6	10.9	
68	Sénégal	1.5	5.8	Gel
69	Sierra Leone	-0.2	7.9	Coupe
70	Îles Solomon	-1.4	n/a	
71	Somalie	n/a	4.7	
72	Sri Lanka	0.5	n/a	Coupe**
73	Soudan	1.6	2.9	Coupe**
74	Syrie	n/a	n/a	
75	Tadjikistan	0.3	7.0	
76	Tanzanie	0.0	4.2	Coupe
77	Timo-Oriental	-27.5	12.8	
78	Togo	-0.1	5.4	Gel*
79	Tonga	-0.8	12.8	
80	Tunisie	-2.6	15.6	
81	Tuvalu	-9.4	33.0	
82	Ouganda	-1.5	3.6	Coupe
83	Ukraine	-1.3	12.3	Gel**
84	Ouzbékistan	-0.7	7.9	
85	Vanuatu	-3.1	16.1	
86	Vietnam	-0.5	7.3	Coupe
87	Yémen	11.2	9.0	
88	Zambie	-2.5	8.3	Coupe
89	Zimbabwe	-0.4	6.4	Coupe
	TOTAL			

Photo de couverture : Les filles malentendantes de l'école primaire Mtinko en Tanzanie ont appris la justice fiscale à l'école - et ont ensuite fait pression avec succès sur le gouvernement pour obtenir plus de ressources. Il faut maintenant que les acteurs mondiaux de l'éducation tirent les mêmes enseignements sur l'importance cruciale de la justice fiscale pour transformer le financement de l'éducation.

PHOTO: MAKMENDE MEDIA/ACTIONAID

